
Un petit air de poudre

Christophe Chiclet

Du 13 au 25 avril 1998, un groupe de l'Entraide protestante suisse (EPER) est venu s'informer sur la situation en Albanie et en République de Macédoine. Christophe Chiclet les a suivis dans ces régions troublées. Leur périple les a conduits de Durrës à Salonique, sur les traces de l'ancienne voie romaine Egnatia, en passant par Tirana, Elbasan, Pogradec, Sveti Naum, Ohrid, Gostivar, Tetovo, Skopje, Strumica et Kilkis.

Atterrissant sur le tarmac de Tirana, on s'attend toujours à croiser quelques vaches ou se payer une partie de "tape-cul" sur une vieille piste en béton disjoint. A la surprise générale, la piste venait d'être bitumée de frais. A une vingtaine de kilomètres plus loin, la seule autoroute du pays, à la sortie de Tirana, venait de doubler de longueur, passant glorieusement à 5-6 kilomètres. Dans les deux cas, l'argent de l'Union européenne avait permis quelques améliorations. D'autant qu'à la périphérie de la capitale, des centaines de maisons individuelles et des dizaines de beaux immeubles modernes étaient récemment sortis de terre. Bref, à première vue, l'Albanie semblait s'être relevée de la crise du printemps 1997. En effet, en janvier-février 1997, le système des sociétés financières pyramidales s'était écroulé, laissant un trou de plus d'un milliard de dollars et des centaines de milliers d'épargnants ruinés. Cette crise avait mis le feu aux poudres et les villes du sud avaient pris les armes, faisant tomber le gouvernement conservateur du docteur Bërisha, remplacé aux élections de juin par les néo-communistes.

Derrière cette façade de reconstruction, les failles ou plutôt les vieilles crevasses apparaissent. A l'aéroport Rina, les sales bobines de la police secrète en civil ont refait leur apparition. Sur la route menant à la capitale, la police nouvellement réorganisée, dresse de nombreux barrages pour tenter de récupérer les armes (environ un million) pillées durant les émeutes du printemps 97. Quant au boom de la construction,

Eté 1998

il n'est pas dû au fameux adage, "quand le bâtiment va, tout va", mais plutôt aux résultats des perversions économique-mafieuses qui gangrèvent le pays. En clair, l'argent des pyramidales n'a pas été perdu pour tout le monde. Quant aux Albanais qui ont encore quelques économies, ils préfèrent désormais investir dans du sûr: la pierre; d'autant qu'il n'existe ni cadastre, ni permis de construire.

Quelques gouttes d'eau

Pas besoin de gratter profondément pour comprendre que l'Albanie ne s'est toujours pas remise de l'explosion du printemps 1997. Elle a même fait un bond en arrière, la ramenant aux années 1991-92, lorsque la communauté internationale s'est penchée à son chevet pour éviter la famine.

En un an, les prix ont été multipliés par deux. La TVA passée à 22% et autres impôts indirects, étranglent une petite bourgeoisie qui était en formation, alors que les corrompus ne manquent de rien. Pour Besnik Mustafaj, écrivain, ambassadeur d'Albanie en France de 1992 à 1997: "Nous sommes en plein syndrome bulgare ¹. La Sigurimi ² est revenue et est partout présente". Les diplomates occidentaux en poste, confirment. Pour un représentant des Quinze en Albanie, "la liste civile du gouvernement est en hausse exponentielle". Pour un autre, "ils sont corrompus jusqu'à la moëlle, pire que l'ancienne équipe"; un troisième: "En à peine neuf mois, le nouveau gouvernement est déjà complètement usé".

En juin 1997, les socialistes (néo-communistes) ont formé un gouvernement de coalition allant des crypto-staliniens au centre droit. Mais ce sont les hommes du Premier ministre, Fatos Nano emprisonné de 1993 à 1997, évadé durant la révolte du printemps, qui contrôlent tout. Les anciens de la Sigurimi hantent les ministères, les tribunaux, les banques, les ambassades. Le Premier ministre a pris ses quartiers dans l'ancienne villa de Mehmet Shehu ³, au loyer de 16.000 \$ par mois avec ses 28 salles de bain. Il dispose de 48 gardes du corps qui ne le quittent pas d'une semelle. Quant aux responsables de l'économie et des finances, ils ont tous partie liée avec les anciennes pyramidales.

Si la violence a échappé au groupe de l'EPER, elle est pourtant hien là. Depuis un an, il y a plus de morts et de blessés par balles que durant les années de guerre (1941-1944). Le sud du pays est contrôlé par les mafias et le nord par les partisans de l'ancien président Bërisha.

Bref, le pays va de l'avant comme un crabe. De nouveau 320 ONG sont au chevet de l'Albanie. L'EPER est une des plus actives, finançant divers projets pour plusieurs centaines de milliers de francs suisses: soupes populaires, aide à l'enfance et aux femmes, développement agricole et artisanal, soutien à l'église orthodoxe... Tout cela fait figure de gouttes d'eau dans l'océan de la détresse albanaise. Mais comme le dit Fritz Wunderli: "Certes, l'aide de l'EPER est une goutte d'eau, mais il faut bien commencer". Et son collègue, le pasteur Beat Fuhrer, d'ajouter:

“Les personnes aidées par l'EPER et par les autres ONG sont très motivées par leurs projets.”

En effet, dans cette décrépitude où l'espoir s'appelle Grèce ou Italie, les Albanais soutenus par l'extérieur s'accrochent à leurs micro-projets de développement. Loin du FMI ou de la BERD, la reconstruction s'opère à l'échelle locale, loin de la mondialisation et de la politique balkanique.

L'ombre du Kosovo

La dernière explosion de violence au Kosovo ne laisse pas indifférents les Albanais d'Albanie et de Macédoine. Les premiers ont toujours été très méfiants envers leurs cousins de l'ex-Yougoslavie. Ils n'apprécient guère ces nouveaux riches et donneurs de leçon qui, par pur anti-titisme, ont longtemps soutenu le dictateur Enver Hodja⁴.

Aujourd'hui on peut croiser dans les quelques restaurants et hôtels de luxe de Tirana des personnages troubles entourés de gardes du corps. Ils viennent d'Allemagne, de Belgique, de Suède ou de Suisse. Ce sont tous des Kosovars qui utilisent l'Albanie comme base arrière de l'UÇK (Armée de Libération du Kosovo). Depuis leur retraite dorée, ils dénoncent sans cesse la direction pacifiste du Kosovo conduite par Ibrahim Rugova. Profitant de l'incurie du gouvernement albanais et de leurs vieilles amitiés marxistes-léninistes, ils en profitent pour faire tourner leurs petites affaires: escroqueries, trafics d'armes et de drogue...

C'est en arrivant à Pogradec, sur les rives du lac d'Ohrid, à la frontière albano-macédonienne, que l'UÇK fait sa réapparition sous forme de slogans peints sur les murs. Au poste-frontière, d'étranges voitures immatriculées en Allemagne traversent quasiment sans contrôle.

Du côté macédonien du lac d'Ohrid, de Sveti Naum à Ohrid, le problème albanais n'est pas présent. Mais quelques dizaines de kilomètres plus au nord, on entre en pleine zone albanophone. A flanc de montagne, des dizaines de villages aux minarets blancs rappellent une présence albanaise compacte. En arrivant à Gostivar, première grande ville albanaise de Macédoine (30.000 habitants en 1981) le calme règne. Mais il est bien précaire. Toutes les inscriptions publiques sont en trois langues (macédonien, albanais et turc) et la cohabitation semble évidente. Pourtant, il n'en est rien. En juillet 1997, des émeutes ont fait trois morts et une centaine de blessés (400 selon les Albanais). En septembre, Ruzi Osmani, le jeune maire, est lourdement condamné: 13 ans de prison. En liberté provisoire durant son appel, il s'est finalement constitué prisonnier quelques jours avant l'arrivée du groupe EPER dans la ville.

Mais c'est un peu plus au nord, à Tetovo, “capitale” de la zone albanophone que la tension intercommunautaire est la plus visible. Fief des autonomistes du PDSH (Parti démocratique des Albanais), elle donne l'allure d'une enclave n'ayant rien à voir avec la République de Macédoine. Comme leurs cousins germains du Kosovo, les Tetovars sont en train de construire une société parallèle, tout comme les Chypriotes turcs entre 1963 et 1974. Les cafés sans alcool et autres restaurants

islamistes sont relativement nombreux. Les femmes, accompagnées d'une ribambelle d'enfants, sont habillées à l'iranienne. Quant à la police macédonienne, elle est absente. Quand elle débarque, c'est en nombre et avec la matraque facile. Bref, on semble être dans un autre pays, alors que nous ne sommes qu'à une demi heure de Skopje, la capitale.

Tetovo a aussi une autre particularité: c'est la ville la plus riche de Macédoine grâce en particulier à l'envoi de devises par les immigrés d'Europe de l'Ouest. Mais c'est aussi le siège de l'université albanaise clandestine, réplique macédonienne de l'ancienne université de Pristina, au Kosovo, fermée par Milosévic lors de l'abolition de l'autonomie du Kosovo. Forte de 4.300 étudiants et 300 professeurs, elle dispose d'un budget de trois millions de marks par an. Les cadres sont des Albanais macédoniens ayant étudié et enseigné à Pristina, ou carrément des Kosovars. La plupart sont membres du PDSH. Un de ses cadres déclarait même: "*Les Macédoniens sont un peuple mineur qui a peur d'être détruit et qui a un complexe d'infériorité*". Pour une partie de ces universitaires et autres cadres du PDSH, l'exemple à suivre est celui de la Belgique. D'autant que l'UÇK a organisé des cellules armées en Macédoine même et est à l'origine d'une demi douzaine d'attentats dans différentes villes macédoniennes.

Bref, Tetovo est devenu un foyer irrédentiste dans une petite République de Macédoine fragilisée, aiguissant l'appétit de trois de ses voisins. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Sofia ⁵ suit discrètement le dossier de près. Conséquence nouvelle, les Macédoniens eux-mêmes, commencent à développer une albanophobie. Dans certains quartiers de Skopje, des slogans écrits sur les murs, injurient ouvertement les Albanais.

Une Albanie incapable de se relever, une Macédoine fragilisée, un Kosovo incontrôlable. C'est tout le cône sud des Balkans qui risque de s'enflammer. Nous ne sommes plus en 1991 lors des conflits inter-yougoslaves qui ne sont pas sortis des frontières de la Yougoslavie titiste. Les questions albanaises et macédoniennes se "débattent" aussi à Tirana, à Athènes et à Sofia. La conclusion appartient également aux pasteurs de l'EPER. Pour Beat Fuhrer: "*Il n'y a qu'intolérance vis-à-vis des minorités*"; pour Hans Zbinden-Merklin: "*Les Albanais de Macédoine veulent tout. Cela me dépasse*"; pour Patrice De Mestral: "*Les Albanais sont passifs, les Kosovars de Tetovo sont subversifs*".

Christophe Chiclet

-
- ¹ Face à l'incurie des démocrates, les néo-communistes sont revenus au pouvoir à Sofia en décembre 1994, promettant une politique sociale et la lutte contre les mafias. Mais corrompus, ils ont "restalinisé" la Bulgarie. Ils ont fini par être chassés par la rue en janvier 1997.
 - ² Police politique du régime communiste. Un Albanais sur deux est passé entre ses mains de 1945 à 1990.
 - ³ Mehmet Shehu: 1913-1981: Étudiant en Italie, membre des Brigades internationales en Espagne. Interné en France de 1939 à 1942, évadé, rentre en Albanie. Commandant de la Première brigade de l'Armée de libération nationale albanaise en 1943, chef d'État-major de l'armée albanaise en 1944-48. Membre du bureau politique du Parti du travail d'Albanie de 1948 à 1981. Ministre de la Défense de 1975 à 1981. "Suicidé" le 18 décembre 1981, accusé d'être un espion des Yougoslaves, des Soviétiques et des Américains.
 - ⁴ Fondateur et dirigeant du PC albanais, devenu Parti du Travail en 1945, Enver Hodja a été "étudiant" à Montpellier et à Bruxelles. Paranoïaque, il a rompu avec la Yougoslavie en 1948, avec l'URSS en 1961 et avec la Chine en 1977.
 - ⁵ La Bulgarie a été le premier pays à reconnaître la République de Macédoine fin 1991, mais elle ne reconnaît ni la nation macédonienne, ni la langue macédonienne car, pour Sofia, les Macédoniens sont des Bulgares occidentaux.

Confluences culturelles
